



PRÊT ÉQUIPEMENT DU LOGEMENT

(accordé sans intérêt)

1 - OBJET

Le prêt équipement du logement est destiné à financer l'achat de meubles et/ou de gros appareils électro-ménagers pour votre résidence principale, en tant que propriétaire ou locataire.

2 - CARACTÉRISTIQUES DU PRÊT

2.1 - MONTANT

En fonction de votre revenu fiscal de référence dont le barème figure en dernière page, le prêt équipement du logement peut vous être accordé pour un montant compris entre 500 € et :

- 2 400 € pour la 1^{ère} tranche du barème
- 1 600 € pour la 2^{ème} tranche du barème

2.2 - DURÉE

Le prêt équipement du logement peut être remboursé selon votre choix en 24, 36 ou 48 mensualités.

2.3 - FRAIS DE DOSSIER

Le prêt équipement du logement est accordé sans intérêts.

Des frais de dossier de 1 % sont appliqués au capital emprunté et répartis sur toutes les mensualités.

2.4 - MENSUALITÉ

La [calculatrice en ligne](#) sur le site internet de l'ALPAF à l'adresse www.alpaf.finances.gouv.fr vous permet d'évaluer le montant de la mensualité en fonction du montant emprunté et de la durée de remboursement choisie.

À titre d'exemples :

- pour 1 600 € empruntés sur 48 mois => mensualité = 33,66 €, soit 33,33 € de capital et 0,33 € de frais de dossier
- pour 2 400 € empruntés sur 48 mois => mensualité = 50,50 €, soit 50,00 € de capital et 0,50 € de frais de dossier

3 - CONDITIONS

3.1 - POSITION DU DEMANDEUR

- ❖ Être en poste en métropole ou dans un département ou une collectivité d’Outre-Mer, ou, pour les agents retraités, être domicilié en métropole ou dans un département ou une collectivité d’Outre-Mer ;
- ❖ Être dans une des positions suivantes :
 - agents fonctionnaires en activité (hors scolarité), exerçant leurs fonctions au sein des ministères économiques et financiers (*) ;
 - agents fonctionnaires titulaires ou stagiaires des ministères économiques et financiers, mis à disposition ;
 - agents fonctionnaires retraités des ministères économiques et financiers ou leurs conjoints bénéficiaires de la pension de reversion (*voir condition particulière en page 6*) ;
 - agents fonctionnaires d’autres administrations recrutés par voie de détachement dans les ministères économiques et financiers ;
 - agents handicapés recrutés en qualité d’agents contractuels au sein des ministères économiques et financiers en application du décret 95-979 du 25 août 1995, après leur période d’essai ou de formation initiale ;
 - agents contractuels de droit public en activité au sein des ministères économiques et financiers, titulaires d’un contrat de travail à durée indéterminée ;
 - agents contractuels de droit public en activité au sein des ministères économiques et financiers, titulaires d’un ou de plusieurs contrats de travail à durée déterminée, qui totalisent une présence ininterrompue d’au moins un an au moment de la demande ;
 - agents contractuels de droit privé en activité dans les associations (ALPAF, EPAF, AGRAF), titulaires d’un contrat de travail à durée indéterminée, dès la fin de leur période probatoire ou d’essai ;
 - agents recrutés par la voie du PACTE après leur période d’essai de deux mois.

3.2 - NATURE DE L’OPÉRATION

3.2.1 - Notion de résidence principale

Le prêt équipement du logement est destiné à la **résidence principale, permanente et immédiate** de l’agent. Il peut être accordé pour les agents disposant d’un logement de fonction ou logés à titre gratuit et peut concerner le second logement pour ceux en situation de double résidence.

Pour les agents en activité, cette résidence liée à l’affectation doit être située en métropole ou dans un pays limitrophe, ou dans un département ou une collectivité d’Outre-Mer.

Pour les agents retraités, elle doit être située en métropole, ou dans un département ou une collectivité d’Outre-Mer.

Les logements meublés et les logements tels que foyers, résidences hôtelières, gîtes ruraux, etc... n’ouvrent pas droit au prêt.

(*) Par exception, les agents déjà titulaires dans un autre corps des ministères économiques et financiers peuvent bénéficier de la prestation durant leur scolarité au sein d’une école relevant de ces ministères.



3.2.2 - Nature des dépenses financées (Liste exhaustive)

❖ *Achat d'ameublement intérieur*

Table, chaises, literie, canapé, fauteuil, meubles de rangement (hors placards aménagés qui relèvent du prêt amélioration de l'habitat).

Pour les cuisines et salles de bains, le prêt équipement du logement couvre les dépenses autres que les travaux de plomberie, électricité et carrelage qui relèvent du prêt amélioration de l'habitat.

❖ *Équipements de gros électro-ménager suivants :*

Réfrigérateur, congélateur, cuisinière, plaque de cuisson, four (y compris micro-ondes), lave-vaisselle, hotte aspirante, lave-linge, sèche-linge.

NOTA : La partie des dépenses couvertes par le prêt demandé ne doit pas faire l'objet d'un crédit autre que celui de l'Alpaf

3.3 - RESSOURCES ET TAUX D'ENDETTEMENT

**ATTENTION : UN CRÉDIT DOIT ÊTRE REMBOURSÉ
VÉRIFIEZ VOS CAPACITÉS DE REMBOURSEMENT AVANT DE VOUS ENGAGER !**

3.3.1 - *Prise en compte de la situation familiale*

Quelle que soit la situation familiale (marié, pacsé, union libre, co-occupant, etc) et quel que soit le régime matrimonial (communauté légale de biens réduite aux acquêts, séparation de corps ou de biens, etc), le dossier est instruit sur la base des ressources cumulées.

Le contrat de prêt est établi au nom de l'agent des administrations financières en tant qu'emprunteur et des autres parties en tant que co-emprunteurs.

3.3.2 - *Prise en compte des ressources*

Le revenu fiscal de référence (RFR) retenu pour apprécier les droits est celui :

- de l'année N-2 pour les dossiers déposés entre le 1^{er} janvier et le 31 août de l'année N ;
- de l'année N-1 pour les dossiers déposés entre le 1^{er} septembre et le 31 décembre de l'année N.

En cas de changement du nombre de parts fiscales, par exemple suite à grossesse, naissance ou enfant n'étant plus à charge, divorce depuis l'établissement du dernier avis d'imposition, l'ALPAF prend en compte le nombre de parts correspondant à la situation actuelle. En aucun cas, le montant du RFR n'est réactualisé quelle que soit la situation.

En cas de déclarations séparées, il y a lieu de procéder au cumul du RFR, ainsi que du nombre de parts fiscales de l'emprunteur et du (ou des) co-emprunteur(s) éventuel(s), et de les reporter en première page du formulaire de demande.

NOTA 1: *Si vous ne disposez pas d'un avis d'imposition faisant apparaître le RFR (par exemple en cas de revenus perçus à l'étranger), l'ALPAF le reconstituera par analogie avec le régime de droit commun*

NOTA 2: *Si vous bénéficiez d'un déficit foncier qui a pour incidence de diminuer votre revenu fiscal de référence en dessous du barème de ressources, le droit à la prestation n'est pas ouvert*

Cas particulier des agents affectés dans les DOM-COM :

Pour les agents affectés dans les DOM-COM, il y a lieu de minorer le revenu fiscal de référence des suppléments de traitement (majoration et indexation) pour le ramener sur des bases métropolitaines



3.3.3 - Taux d'endettement

La demande peut être acceptée si le montant de la charge de remboursement des personnes concernées par le prêt conduit à un taux d'endettement inférieur ou égal au tiers des revenus imposables. Toutes les charges relatives aux emprunts et dettes contractés (capital, intérêts, assurance, etc), qu'elles concernent ou non ce prêt sont prises en compte.

Pour les agents locataires, les loyers sont pris en compte hors charges.

Pour calculer le taux d'endettement, les revenus qui sont perçus et les charges qui sont payées au moment du dépôt de la demande, sont appréciés sur la base d'une année pleine.

Sont retenus les revenus imposables du ou des emprunteurs, y compris ceux faisant l'objet d'une retenue à la source. Ces ressources sont augmentées ou diminuées des autres charges et revenus imposables (pensions alimentaires versées ou perçues, revenus fonciers, etc).

En aucun cas, il n'est procédé à une projection de rémunération (échelon à venir, reprise prévue à taux plein, etc).

Les prestations familiales ne sont pas prises en compte dans les revenus imposables.

L'aide personnalisée au logement (APL) ou l'allocation de logement (AL) est déduite des charges mensuelles.

Le cas échéant, le montant du prêt demandé peut être réduit pour permettre le respect du taux d'endettement maximum de 33,33 %, sous réserve que vous soyez en mesure de justifier du financement de cette différence sur vos fonds propres.

3.3.4 - Cas des agents en instance de divorce

Lorsque le prêt équipement du logement est demandé par un agent dont le divorce n'est pas encore définitivement prononcé, le dossier est instruit - sauf souhait contraire - sur la base de ses seules ressources et le prêt établi à son seul nom.

Il en est de même en cas de rupture de PACS en cours.

4 - PROCÉDURE

Pour tout conseil et assistance pour la constitution de votre dossier, les délégués départementaux de l'action sociale (ou les correspondants sociaux pour Paris) se tiennent à votre disposition.

Appréciation des délais

La date de validation de votre envoi par internet (ou le cachet de la Poste) fait foi pour l'appréciation du respect de tous les délais mentionnés dans le présent document.

En cas d'envoi postal, les réclamations relatives à l'acheminement du courrier doivent impérativement être accompagnées d'un justificatif d'envoi délivré par la Poste.

Sauf cas de force majeure, les achats ne doivent pas avoir été effectués avant l'octroi du prêt et le déblocage des fonds par l'ALPAF.

Par exception, le bénéfice du prêt peut être accordé pour des achats effectués par les nouveaux entrants avant leur première prise de fonction à condition que les factures datent de moins de trois mois à la date de dépôt de leur demande.



4.1 - ENVOI DU DOSSIER DE DEMANDE

Vous pouvez déposer votre demande en ligne sur le site internet de l'ALPAF ou l'envoyer par la Poste.

En cas d'envoi postal, votre dossier accompagné des pièces à joindre **doit être adressé directement à l'ALPAF**. L'adresse d'envoi, qui diffère selon le département d'affectation (ou de résidence pour les retraités), figure en dernière page du formulaire de demande.

Cas des agents des ministères économiques et financiers vivant sous le même toit

Chacun des agents peut demander un prêt équipement du logement, dès lors que le montant de la dépense totale est égal ou supérieur aux prêts sollicités.

Les dossiers de demande doivent être envoyés simultanément, et chacun des agents est obligatoirement co-emprunteur de (s) l'autre(s).

En cas d'envoi postal, les pièces à joindre identiques pour les deux dossiers peuvent n'être fournies que dans un seul.

4.2 - ASSURANCE

Aucune assurance obligatoire n'est requise pour contracter ce prêt.

Toutefois, afin d'éviter tout problème ultérieur de remboursement (lié à une modification de votre situation familiale ou personnelle telle que perte de rémunération, décès par exemple), il vous est fortement conseillé de souscrire une assurance de votre choix.

4.3 - SIGNATURE DE L'OFFRE PRÉALABLE DU PRÊT ALPAF

Après acceptation de sa demande et avant le versement des fonds, l'emprunteur et/ou son ou ses co-emprunteur(s) doit(vent) retourner à l'ALPAF l'offre préalable de prêt acceptée.

Conformément à l'article L.311-15 du code de la consommation, il(s) dispose(nt) d'un délai de rétractation de **14 jours**.

4.4 - RENONCEMENT

En cas de force majeure ou pour un motif grave, l'agent qui a accepté l'offre de prêt a la faculté d'y renoncer, tant que le versement n'a pas été effectué.

4.5 - MODALITÉS DE VERSEMENT

La somme est versée en une seule fois par virement sur votre compte bancaire, après expiration du délai légal de rétractation de 14 jours suivant votre acceptation du prêt.



4.6 - PRÉSENTATION DES JUSTIFICATIFS

Afin de vérifier que les achats ont bien été réalisés conformément au(x) devis ou à la désignation des meubles et/ou d'électro-ménager présentée dans le dossier au moment de la demande de prêt, vous devez fournir la ou les factures d'achat **dans les six mois** qui suivent le déblocage des fonds par l'ALPAF.

À défaut de production des justificatifs, le remboursement immédiat de la totalité du prêt restant dû est exigé, et l'exclusion du bénéfice de toute nouvelle prestation de l'ALPAF vous est notifiée par la voie hiérarchique.

NOTA : Les achats entre particuliers ou ne donnant pas lieu à établissement d'une facture en bonne et due forme par un professionnel ne sont pas éligibles au prêt pour l'équipement du logement.

4.7 - REMBOURSEMENT

Les mensualités comprennent l'amortissement du capital et les frais de dossier.

Différé de remboursement : 3 mois incluant le mois de déblocage des fonds par l'ALPAF. Exemple : mise en paiement en janvier => 1^{re} mensualité prélevée le 1^{er} avril.

Les mensualités sont prélevées sur le compte bancaire de l'agent, qui devra joindre une autorisation de prélèvement au profit de l'ALPAF avec l'offre de prêt acceptée.

En cas de changement de compte bancaire, l'agent doit impérativement produire une nouvelle autorisation de prélèvement au profit de l'ALPAF.

À tout moment, l'emprunteur peut rembourser par anticipation sans pénalités tout ou partie de son prêt. La totalité des frais de dossier restant dus est alors réclamée.

Cas particulier des agents retraités

Le remboursement du prêt doit être achevé avant l'âge limite de 85 ans.

Ainsi, compte tenu du différé de remboursement de 3 mois, l'âge maximum à la date de souscription est de :

- 80 ans et 9 mois pour un prêt remboursable en 48 mois ;
- 81 ans et 9 mois pour un prêt remboursable en 36 mois ;
- 82 ans et 9 mois pour un prêt remboursable en 24 mois.

Passé ces âges, un prêt pourra toutefois être accordé moyennant une réduction de la durée de remboursement (Avec un minimum de 12 mois) et une augmentation concomitante de la mensualité dans la limite du taux d'endettement maximum, de sorte que le remboursement soit achevé à 85 ans

4.8 - EXIGIBILITÉ

En cas de non-présentation des factures conformes à la demande de prêt dans les six mois du déblocage des fonds, le capital et les frais de dossier restant dus sont immédiatement exigibles.

Il en est de même en cas d'impayés non régularisés dans les trois mois.

Toutefois, en cas de difficultés particulières, personnelles ou familiales, l'agent est invité à se rapprocher des services de l'ALPAF, et, si sa situation le justifie, à contacter très rapidement un assistant de service social de la délégation départementale de l'action sociale dont il dépend.



5 - CUMUL ET RENOUELEMENT

Le prêt équipement du logement est cumulable avec l'ensemble des aides et prêts de l'ALPAF.
Il est renouvelable si le précédent a été intégralement remboursé.

6 – ADHÉSION - RÉCLAMATIONS

6.1 - Adhésion à l'ALPAF

La présentation de la demande vaut adhésion à l'ALPAF en cas d'octroi de la prestation sollicitée.
Cette adhésion ne donne pas lieu à la perception d'une cotisation.

6.2 - Réclamations

Les réclamations sont à envoyer à l'adresse figurant en entête du courrier qui vous a été adressé par l'ALPAF.

Toute réclamation portant sur la décision prise ou le montant accordé présentée au-delà du délai d'un mois suivant sa notification sera déclarée irrecevable.

Nota : Aucun effet rétroactif n'est appliqué en cas de modifications apportées aux dispositions, que celles-ci portent sur le montant accordé, les conditions d'attribution, ou tout autre point.

PIÈCES À JOINDRE

DANS TOUS LES CAS	<p>Dernier bulletin de salaire de l'emprunteur ou pour les retraités titre de pension</p> <p>Si locataire (y compris membre de SCI) : Bail, titre ou convention d'occupation ;</p> <p>Si propriétaire : Acte de propriété ou taxe foncière de la résidence principale ou certificat de conformité ou document de remise des clefs pour les acquisitions neuves.</p>
Cas particulier des logements éloignés du lieu de travail ou situés dans un pays limitrophe de la métropole	Justificatif prouvant l'aller-retour quotidien
Position de l'agent	
Agent nouvellement affecté	Justificatif de l'affectation dans les services financiers
Agent contractuel	<p>Contrat à durée déterminée ou indéterminée ou attestation du service gestionnaire.</p> <p>En cas de contrat à durée déterminée, les éléments permettant de vérifier l'ancienneté minimale requise dans les ministères économiques et financiers (durée, renouvellement, etc)</p> <p>En cas de pluralité d'employeurs, documents permettant d'établir que l'employeur principal relève bien des ministères économiques et financiers</p>
Agent contractuel handicapé (Avant titularisation)	<p>Contrat de recrutement</p> <p>Attestation certifiant de l'exécution de la période d'essai ou de formation initiale</p>
Agent recruté par la voie du PACTE	<p>Contrat de recrutement</p> <p>Attestation de validation de la période d'essai</p>
Nature des dépenses (*)	
<p>Meubles</p> <p>Gros électro-ménager</p>	Devis ou désignation et prix à renseigner sur la demande de prêt

PIÈCES À JOINDRE (Suite)

Ressources	
Dans tous les cas	<p>Dernier bulletin de salaire et justificatif des retraites et autres revenus imposables et charges de chaque emprunteur / co-emprunteur</p> <p>Avis d'imposition de l'année N-1 (RFR année N-2) pour les dossiers déposés entre le 1^{er} janvier et le 31 août de l'année N</p> <p>Avis d'imposition de l'année N (RFR année N-1) pour les dossiers déposés entre le 1^{er} septembre et le 31 décembre de l'année N</p> <p>Attestation sur l'honneur en cas de non-imposition préalable établie à votre nom propre</p> <p>En cas de déclarations séparées, fournir les avis d'imposition de chaque emprunteur et co-emprunteur</p>
En cas de changement de situation personnelle par rapport au dernier avis d'imposition	Justificatif du changement de situation familiale (Ex : livret de famille, acte de naissance, déclaration de grossesse, jugement de divorce, décision du JAF, correspondance d'avocat ...)
En cas d'opposition sur le dernier bulletin de salaire	Justificatif du service effectuant les prélèvements précisant l'échéance de l'opposition
En cas de perception de l'Aide personnalisée au logement (APL) ou de l'allocation logement (AL)	Justificatif de perception de l'aide
Si le co-emprunteur travaille à l'étranger	Justificatif de ses revenus
Versement	Votre relevé d'identité bancaire

(*) Ces documents doivent être au nom de l'agent demandeur et dater de moins de 3 mois à la date d'arrivée du dossier.

Ces dispositions s'appliquent aux situations courantes. Les cas particuliers font l'objet d'un examen circonstancié pouvant nécessiter la production de pièces justificatives supplémentaires.

NOTA : Cette notice de présentation des conditions d'accès à la prestation de l'ALPAF n'a pas valeur contractuelle.

BARÈME DE RESSOURCES APPLICABLE AU PRÊT ÉQUIPEMENT DU LOGEMENT

	Nombre de parts	1	1,5	2	2,5	3	Montant du prêt
Tranche 1	Revenu fiscal de référence	41 000 €	51 000 €	60 900 €	66 200 €	72 000 €	2 400 €
Tranche 2	inférieur à :	46 800 €	56 700 €	66 200 €	72 000 €	77 200 €	1 600 €

	Nombre de parts	3,5	4	4,5	5	5.5	Montant du prêt
Tranche 1	Revenu fiscal de référence	77 200 €	82 500 €	87 700 €	93 000 €	98 200 €	2 400 €
Tranche 2	inférieur à :	82 500 €	87 700 €	93 500 €	98 700 €	104 000 €	1 600 €

(Au-delà de 5.5 parts, ajouter 5 000 € par demi-part supplémentaire)

NOTA (Cf page 3 « Prise en compte des ressources) :

Le revenu fiscal de référence pris en compte pour le foyer est celui :

- de l'année N-2 pour les dossiers déposés entre le 1^{er} janvier et le 31 août de l'année N ;
- de l'année N-1 pour les dossiers déposés entre le 1^{er} septembre et le 31 décembre de l'année N.

La date de dépôt retenue est celle de l'envoi du dossier (le cachet de la Poste faisant foi).